

WARAA

Les Vainqueurs

Coupe de l'indépendance



Le tournoi lancé samedi au stade municipal de Lomé

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 04 Avril 2016 N° 106 - Prix 250 F CFA

Système d'interconnexion avec les structures Bancaires

L'OTR met fin aux spéculations P2

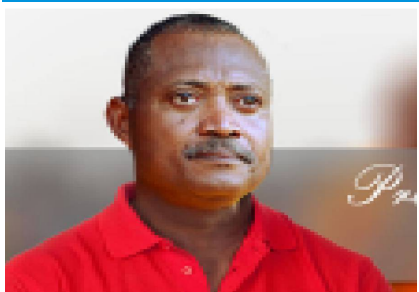
En prélude à l'arrivée d'une équipe du Doing Business au Togo

Le gouvernement évalue les avancées du Togo en matière de l'amélioration du climat des affaires P2

Augmentation des émoluments des parlementaires

Un consensus sans faille trouvé P6

Décentralisation et élections locales au Togo



Une opposition aux antipodes du fonctionnement normal de l'Etat P4

Coopération Germano-togolaise



Plein feu sur les projets financés par l'Allemagne P3

Meeting de sensibilisation de masse



Le mouvement «Amazones de la République» dit non au terrorisme P4

Système d'interconnexion avec les structures Bancaires L'OTR met fin aux spéculations

L'office Togolais des Recettes a organisé une réunion d'information à l'égard des médias sur le système d'interconnexion entre l'OTR et les structures bancaires le 24 mars dernier. Cette réunion est destinée à permettre aux contribuables qui ne comprennent pas le fonctionnement de l'OTR et qui doutent, de mieux s'imprégner des réalités. Elle vient également suite aux spéculations qui faisaient état de problème de connexion dans les structures bancaires d'interconnexion avec l'OTR. Selon le directeur de l'information à l'OTR Dissadama OURO-BODI, l'Office Togolais des Recettes travaille avec deux structures Bancaires à

savoir l'Ecobank pour la douane et l'UTB pour les impôts. Pour lui, avant qu'on ne mette en place le système de l'interconnexion en place, il existait déjà deux systèmes séparés à savoir le système de l'OTR qui fait ses enregistrements et met des bordereaux et le système de l'UTB qui encaisse et à la fin de la journée, les deux structures s'échangeaient des informations entre les émissions et ce qui est payé. « Avec l'interconnexion on rend les informations dynamiques et automatiques. Ce qui est demandé aux contribuables à être payé est automatiquement connu de la banque, ce qui fait que quand le con-



tribuable se présente à la banque, toutes les demandes sont enregistrées et ça facilite et sécurise mieux le paiement. »

Par exemple du côté de l'OTR on attendait la fin de la journée pour avoir le montant de chaque division ; avec le système d'aujourd'hui cha-

que division donne son montant à n'importe quelle heure de façon automatique. Pour M. OURO-BODI, ce système constitue un avantage pour le contribuable qui peut faire ses opérations dans n'importe quelle agence UTB si ce contribuable a un bordereau. Le système d'inter-

connexion pour le moment est relié à deux agences UTB à savoir l'agence de la direction et celle d'Agoué.

Pour ce qui est de la connexion internet, afin de faciliter cette interconnexion, l'OTR rassure que la connexion est disponible 24h/24 et pour ce faire l'OTR a doublé la connexion de togotelecom avec ses propres infrastructures ce qui lui permet d'assurer une disponibilité de la connexion pour des opérations rapides. L'OTR persiste et signe qu'il n'y a jamais eu de problème de connexion dans son système d'interconnexion.

Charles

En prélude à l'arrivée d'une équipe du Doing Business au Togo Le gouvernement évalue les avancées du Togo en matière de l'amélioration du climat des affaires

Du 18 au 22 avril 2016, une délégation d'évaluateurs de la cellule Doing Business de la Banque Mondiale fera un séjour au Togo pour se pencher sur les dix indicateurs qui font l'objet de son rapport. Elle ira au-delà des enquêtes en ligne pour collecter directement les informations sur le terrain auprès des différents contributeurs togolais à l'amélioration des indicateurs. En prélude à l'arrivée de cette équipe au Togo, le Premier Ministre Komi Selom Klassou, a sur instruction du Chef de l'Etat, présidé une réunion de suivi du plan d'actions d'amélioration du climat des affaires et des indicateurs des réformes. Tenue en début de la semaine dernière, cette réunion visait à faire le point des avancées du Togo par rapport au climat des affaires et

d'harmoniser les points de vue des ministères et structures responsables de l'administration publique ainsi que ceux des corporations et institutions du secteur privé impliquées dans le processus. Selon le dernier rapport, le Togo a occupé la 150^e place sur 189 Etats évalués. A entendre le Chef du Gouvernement, ce classement est peu conforme aux réformes économiques, institutionnelles et réglementaires engagées par notre pays. « Ce classement peu glorieux, résulte notamment de l'absence de la mise à jour des statistiques, de la mauvaise volonté de certains acteurs et d'un déficit de communication. », a-t-il fait savoir. Pour lui, chaque acteur doit participer à l'amélioration des indicateurs, et, au-delà, à la mise en place



effective des réformes au bénéfice des populations, conformément à la feuille de route du mandat social du président de la République.

Sur les dix indicateurs d'évaluation, le Togo est bien avancé sur 6 points notamment la création d'entreprises, le transfert de propriété, l'octroi du permis de construire, l'exécution des contrats, le commerce transfrontalier et le paiement des taxes et impôts. Il lui reste encore des efforts à fournir en ce qui concerne le raccordement à l'électricité, l'obtention des prêts (accès au crédit), la protection des investisseurs minoritaires et le règlement de l'insolvabilité. Selon le Premier Ministre, le but des réformes est d'abord de créer des conditions d'une croissance économique forte afin d'impacter le bien-être de la population, tout en ré-

pondant aux critères des mécanismes d'évaluation comme le Doing Business, le Millenium Challenge Corporation (MCC), l'UEMOA, etc. La finalité, n'est pas forcément de se conformer aux dispositions voulues par les partenaires du Togo. Il a été recommandé à l'issue de cette rencontre que l'entité impliquée, remette un rapport dans deux semaines à la cellule nationale Doing Business présidée par le Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Tévi Gbokpi-Benissan. Le dernier rapport sera alors soumis au gouvernement qui verra sur « quel levier il faudra encore jouer avant l'arrivée de la mission de l'équipe de Doing Business de la Banque Mondiale ».

Jack NUKUNU

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
Ezi Akoma
W. Maléki
Achille
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akouvi
Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récépissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans Les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Coopération Germano-togolaise Plein feu sur les projets financés par l'Allemagne

Après plus de 20 ans de rupture, l'axe Lomé-Berlin a été rétabli en 2012. Depuis le rétablissement de cet axe, le Togo et l'Allemagne évoluent sur la base d'excellentes relations d'amitié et de coopération. Cette relation au beau fixe amène alors l'Allemagne à accompagner son ancienne colonie dans le processus de démocratisation, de croissance économique et de stabilisation du Togo.

Suite à la signature, le 9 décembre 2011, d'un protocole des entretiens gouvernementaux et à l'issue de plusieurs missions techniques menées par l'Allemagne au Togo, les deux pays se sont accordés sur un programme de coopération dans les trois pôles prioritaires notamment, ProFoPEJ (Formation technique et Professionnelle et Emploi des Jeunes), ProDRA (Développement Rural y compris l'Agriculture) et ProDeG (Décentralisation / Bonne Gouvernance). Aux termes des premières négociations intergouvernementales, tenues les 26 et 27 juin 2012 à Lomé, l'Allemagne a alloué au Togo une enveloppe financière de **26 millions d'euros** pour la réalisation de ces 3 programmes démarrés en novembre 2012. Suite aux secondes négociations sur la coopération au développement entre le Gouvernement togolais et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne les 4 et 5 juin 2014 à Lomé, le Togo a obtenu une enveloppe de **40 millions d'euros** à raison de 29 millions d'euros pour la coopération financière et 11 millions d'euros pour la coopération technique.



Coopération hors pôles prioritaires

En plus des programmes mentionnés plus haut, l'Allemagne a financé, à hauteur de **16,467 millions d'euros**, le projet d'aménagement du Petit Contournement de Lomé (tronçon 2), dont le coût total est estimé à 18,467 millions d'euros. Au titre de la coopération technique, **1 million d'euros** est alloué au Fonds d'Etudes et d'Experts. Les deux parties ont convenu qu'une partie de ce montant, soit 250.000 euros, sera affectée au Programme de Coopération technique « Formation Technique et Professionnelle et Emploi des Jeunes (ProFoPEJ II) » et le reste, soit 750.000 euros, pour le Fonds d'Etudes et d'Experts. En 2013, l'Allemagne a alloué **5 millions d'euros** au Togo dans le cadre du Fonds spécial pour l'énergie et le climat « Appui au REDD+-readiness et réhabilitation de forêts au Togo (ProREDD) ».

Coopération au développement au sens large du terme

Le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) soutient neuf projets de promoteurs privés togo-

lais à hauteur d'environ **678 000 euros**. Les principales subventions sont allouées à diverses associations pour l'exécution des travaux comme la réfection d'une clinique par une unité de soins Femmes et Enfants à Atakpamé-Agbonou, la mise en place d'un système moderne de justice pour mineurs, et le développement de formation et de perfectionnement agricoles.

Dans le cadre des activités des fondations politiques allemandes, le BMZ soutient au Togo des programmes en cours de la Fondation Friedrich Ebert (FES) et de la Fondation Hanns Seidel (HSS) à hauteur d'environ **853 000 euros** et **703 000 euros**, respectivement. Le BMZ soutient le Togo à hauteur d'environ **5,6 millions d'euros** dans le cadre de la coopération des Eglises à travers des programmes en cours d'exécution. Ces projets concernent le développement des communautés, le développement rural, la sécurité alimentaire, la promotion de groupes cibles comme les femmes et enfants ou les petits paysans ainsi que le développement de capacités pour la société civile togolaise.

Le Togo accueille aussi des Volontaires allemands qui travaillent actuellement dans des projets d'éducation et de



santé. Ils travaillent aussi avec des personnes handicapées.

Projets/Programmes régionaux

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest-Africain (EEEOA - WAPP) » : soutien aux interconnexions électriques respectueuses de l'environnement en Afrique de l'Ouest, le Togo bénéficie d'une enveloppe de **32,5 millions d'euros**.

Depuis 2012, **11,5 millions d'euros** sont accordés au Togo pour la réhabilitation de la centrale hydro-électrique de Nangbéto. Le même montant est accordé au Bénin pour ce projet. L'Allemagne soutient la promotion de l'agriculture orientée sur le marché dans cinq pays africains (Ghana, Cameroun, Nigeria, Côte d'Ivoire et Togo). Il s'agit d'un soutien aux cultivateurs africains de cacao afin d'améliorer durablement leurs revenus et les approvisionnements alimentaires à travers l'agriculture diversifiée. Ce projet régional est cofinancé avec l'Union européenne. Au Togo, ce projet est réalisé en coopération étroite avec le ProDRA pour renforcer les compétences entrepreneuriales (**Farmer Business School**) des producteurs

de cacao. Dans le cadre d'un programme régional du NEPAD, l'Allemagne soutient le projet « Education et Formation Technique Professionnelle Agricole (EFTPA) » mis en œuvre dans sa phase pilote (2014-2016) au Togo avec un montant de **900 000 euros**. Il faut aussi souligner que sur l'enveloppe de **216 millions d'euros** l'Union Européenne a accordé au Togo, au titre du 11^{ème} FED (2014-2020), la part allemande s'élève à environ **20,6%**.

Il y a également plein d'autres projets que l'Allemagne soutient. Mais les derniers projets que ce pays ami a lancés en faveur du Togo sont intitulés « Un seul monde sans faim » et « Renforcement des systèmes de santé de base au Togo », avec des fonds respectifs de 9,40 millions d'euros et 5 millions d'euros. Le projet intitulé « Plus de place au sport - 1000 chances pour l'Afrique » est financé à hauteur de 9 millions d'euros en faveur de plusieurs pays d'Afrique dont le Togo. Cet appui multiforme de l'Allemagne au Togo, loin d'être exhaustif, témoigne de la densité de la coopération allemande au Togo et de l'excellente qualité des relations historiques d'amitié entre les deux pays.

Meeting de sensibilisation de masse Le mouvement «Amazones de la République» dit non au terrorisme

Mali, Burkina-Faso, et hier Grand Bassam en Côte d'Ivoire. Oui le terrorisme prend de l'ampleur et le phénomène est à nos portes. Devant cette recrudescence du terrorisme, le mouvement «amazones de la République» a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice dans le renforcement du dispositif sécuritaire du Togo déjà entrepris par le gouvernement. C'est donc avec la Synergie d'Action pour l'Equité Genre que le mouvement «amazones de la République» a officiellement lancé son meeting de sensibilisation de masse le lundi 28 mars. Autour du thème « la femme pour l'information, l'éducation la sensibilisation contre l'extrémisme la radicalisation et le terrorisme », l'objectif visé est de combattre le terrorisme autrement. C'est d'ailleurs ce qu'explique la présidente du mouvement, Mme Rose KOUDJOME. « Nous avons constaté que depuis plus de 20 ans on a un fléau et l'opinion internationale lutte



avec plus ou moins de peine, surtout une lutte armée mais le terrorisme prend plus de l'ampleur. Nous nous sommes dites qu'il faut peut-être trouver d'autres alternatives et pour nous, la société civile doit prendre ses responsabilités ». Pour le mouvement il faut faire autrement et cette nouvelle orientation passe forcément par la femme qui est le pilier du foyer, repère de famille et elle doit donc s'impliquer davantage. Ce meeting qui est en effet

le début d'une campagne de sensibilisation a connu la présence du représentant du ministre de l'action sociale, des chefs traditionnels et religieux. En marge de ce meeting, un tournoi de football féminin a opposé 9 équipes de quartier. La finale a été disputée entre l'équipe de Vakpossito et celle de Logopé et remportée par l'équipe de Logopé aux tirs au but.

«Pour le mouvement «amazones de la République», les femmes doivent s'impliquer davantage par la sensibilisa-



tion, l'éducation puisque la frange impliquée dans ce fléau est constituée de jeunes qui n'ont pas l'âge mûre et qui ont besoin d'être accompagnés. Au-delà de tout, la femme est plus méticuleuse elle analyse les changements de comportements plus rapidement que l'homme. Le mouvement opte pour une éducation de masse des villes villages et hameaux, regrouper les personnes ressources afin de les conscientiser sur le phénomène» a indiqué la prési-

dente du mouvement.

Les «amazones de la République» entendent forcer la main du destin et prendre leurs responsabilités face à l'histoire par des actions courageuses pour répondre sur le terrain à la prévention du terrorisme. L'évidence de cette initiative alternative est d'ailleurs la solution durable à tous les drames sociaux et à toutes les menaces à la sécurité.

Charles

Décentralisation et élections locales au Togo Une opposition aux antipodes du fonctionnement normal de l'Etat

La semaine dernière, le Président de la République a reçu, au palais de la République, les chefs traditionnels dans le but d'échanger avec eux sur les questions de la décentralisation et des élections locales. Cette démarche du Chef de l'Etat trouve son explication dans la mesure où les chefs traditionnels ou les chefs de canton constituent le dernier maillon du découpage administratif. Cette rencontre du Chef de l'Etat avec les gardiens de nos us et coutumes n'a pas

été du goût d'une certaine classe politique. Pour elle incarnée par Jean Pierre FABRE, chef de file de l'opposition, le Président de la République en ouvrant le débat avec la base se trompe d'interlocuteur. Pour ce leader il aurait fallu que le Chef de l'Etat ouvre ce débat avec les partis politiques.

Si dans un passé récent le débat tournait autour du silence qui entourait cette épineuse question, aujourd'hui c'est le choix de la cible pour en débattre qui pose problème. Et

comme le disait un observateur avisé, « au Togo celui qui fait le dilatoire n'est pas celui qu'on croit ». Car comment peut-on comprendre que des leaders politiques qui, à la limite, ne croient plus aux débats sur la décentralisation et les élections locales, arrivent aujourd'hui à pinailler sur les détails.

Les élections locales et la décentralisation même si elles sont une affaire des partis politiques, elles sont avant tout une forme de démocratie à la base et concernent au premier chef les



représentants des populations à la base. C'est donc naturellement que les chefs de canton doivent s'imposer comme des interlocuteurs valables face au pouvoir dans l'aménagement du territoire, dans l'aboutissement de la décentralisation et dans l'organisation des élections locales.

Le nouveau bras de fer que semble jouer Jean Pierre FABRE est une preuve de plus que l'opposition est aux antipodes du fonctionnement normal de l'Etat ou de l'administration. Le Togo a fait le choix de la décentralisation et c'est un

processus irréversible a reconnu en substance le Chef de l'Etat face aux chefs traditionnels. Mais pour aboutir à la décentralisation ce sont les structures de fonctionnement d'un Etat centralisé qui doivent œuvrer. L'on ne fera pas d'impasse sur les régions, les préfectures encore moins sur les cantons. D'ailleurs pour un heureux aboutissement de ce processus, les chefs de canton qui maîtrisent l'histoire seront d'un apport incommensurable dans la sensibilisation des masses locales et dans le découpage de nos communes.

Le débat sur la décentralisation et les élections locales a eu le mérite d'être lancé. Peu importe avec quelle cible. Que chaque togolais apporte du sien pour que ce processus, à terme, soit source de bonheur et de développement sur la terre de nos aïeux.

SENA LE LIBRE PENSEUR₄

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

Echo de l'exécutif togolais

Le Gouvernement était en conseil des Ministres délocalisé vendredi à Notsè

Le conseil hebdomadaire des Ministres s'est tenu vendredi dernier à Notsè à environ 150 km de Lomé. C'est le Chef de l'Etat, Faure E. Gnassingbé qui a dirigé les travaux. Au cours des travaux, le conseil a adopté deux décrets, examiné deux projets de décret et écouté deux communications. Nous vous proposons l'intégralité du communiqué ayant sanctionné les travaux.



COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 1er AVRIL 2016

Le conseil des ministres s'est tenu, ce vendredi 1er avril 2016, à Notsè, sous la conduite du Président de la République, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Au cours des travaux, le conseil a adopté deux (02) décrets, examiné en première lecture deux (02) projets de décret et écouté deux (02) communications. Le premier décret pris par le conseil fixe les attributions du ministre de la sécurité et de la protection civile et porte organisation et fonctionnement dudit ministère. Ce décret vise à assurer une meilleure adéquation entre

les missions assignées au ministre et celles dévolues à l'ensemble des services relevant de son département en vue d'en accroître l'efficacité. Au titre de ses attributions, le ministre de la sécurité et de la protection civile assure principalement la sécurité intérieure et la protection civile. En ce qui concerne l'organisation du ministère, de nouvelles directions sont créées pour prendre en compte les défis sécuritaires auxquels notre pays est confronté. Il s'agit de la direction des opérations extérieures et de la coopération ; la direction de

la communication, de l'informatique et de l'archivage ; la direction des écoles et de la formation ; la direction de la surveillance des voies publiques ; la direction des affaires juridiques et du contentieux. Un poste de conseiller juridique a été également créé. Le second décret adopté par le conseil porte réglementation de la délivrance des actes d'urbanisme en république togolaise. Rendu obligatoire afin d'améliorer le climat des affaires et de faciliter les formalités administratives ainsi que les coûts des actes d'urbanisme, le présent dé-

cret consacre la refonte totale des anciennes dispositions en vigueur depuis 1967 et tient compte des préoccupations exprimées par les Togolais. Ce décret consacre deux innovations, notamment la réduction des délais et des procédures qui sont désormais de 30 jours contre les 8 mois constatés dans la pratique, et la réduction des coûts liés à la simplification des procédures administratives. Le présent décret participe de la volonté du gouvernement de réduire le temps et les coûts liés à l'obtention du permis de construire, à sécuriser les biens des parti-

culiers et à doter l'Etat d'outils modernes de gestion de l'occupation des sols. Par ailleurs, le conseil a examiné en première lecture deux (02) projets de décret. Il s'agit des projets de décret fixant les attributions du ministre et portant organisation et fonctionnement du ministère des infrastructures et des transports ainsi que celle du ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique. La première communication suivie par le conseil porte sur le processus d'élaboration de la politique nationale de la protection civile et de

Suite à la p 6

A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT**



FÉDÉRER POUR BATIR
www.otr.tg

Augmentation des émoluments des parlementaires

Un consensus sans faille trouvé

C'est passé inaperçu comme une lettre à la poste. Pour une des très rares fois les députés togolais, de la majorité comme de l'opposition, se sont entendus sur un acte à l'hémicycle. Il s'agit en effet de l'augmentation de leurs indemnités. Les nouvelles indemnités se présentent comme suit :

parlementaire qui surprend plus d'un. Cette fois-ci on n'a pas eu besoin de faire du tapage médiatique habituel. De même on n'a pas eu besoin de mobiliser la base pour des marches ou pour restituer le débat parlementaire. Le pouvoir ne s'est pas fait tapé dessus pour mauvaise gouvernance, pour son

commissions fait 42,85 fois le SMIG togolais. Ils sont très vauchement payés pour faire des lois qui vont régir le bon fonctionnement d'un Etat de droit. Mais font-ils bien leur job ? Depuis le début de cette législature en 2013 seule une proposition de loi aurait été introduite pour étude. Ce revient à dire que nos députés

	Ancien émolument	Augmentation	Nouvel émolument	Pourcentage
Député simple	700.000	600.000	1.300.000	85,71%
Député membre du Bureau et Commissions	900.000	600.000	1.500.000	66,66%

Si l'augmentation en elle-même ne cause pas trop de problèmes étant donné les nombreuses charges que doit affronter un élu du peuple en terme de fonctionnement de son cabinet, c'est le silence plat de l'opposition

dilatoire ou sa mauvaise foi. Pouvoir et opposition ont marché main dans la main pour crever les finances publiques. Rappelons que le nouvel émolument d'un député membre du bureau et des

sont payés pour un travail qu'ils ne font pas. Alors que des milliers de togolais végètent dans la misère.

SENA LE LIBRE PENSEUR

Echo de l'exécutif togolais

Le Gouvernement était en conseil des Ministres délocalisé vendredi à Notsè

Suite de la p 5

la création d'une agence nationale de protection civile. Il apparaît au terme de cette communication que malgré les nombreux instruments mis en place par le gouvernement pour prendre en charge les cas d'urgence résultant des catastrophes naturelles ou sanitaires, il se pose un problème de coordination.

C'est pour pallier ce problème de coordination qu'une politique de protection civile assortie d'un plan d'action est en cours d'élaboration, de même que la mise en place d'une agence nationale de la protection civile.

Cette agence aura pour mission de coordonner les actions de toutes les structures intervenant dans le domaine de la protection civile et servira d'interlocuteur unique pour la mobilisation des ressources auprès des partenaires humanitaires ou de développement.

La seconde communication suivie par le conseil est relative à la stratégie de modernisation de l'enseignement technique et de la for-

mation professionnelle.

Cette communication fait ressortir l'inadéquation existant entre les exigences du marché actuel de l'emploi et la formation professionnelle et technique actuellement délivrée dans les centres de formation.

Les raisons de cette inadéquation ayant fait l'objet d'une étude, il est envisagé trois actions prioritaires.

Un programme national d'intégration des TIC dans l'enseignement professionnel pour remplacer les outils actuellement utilisés, ce qui impose une révision des curricula et de l'environnement de formation ; la création d'un centre pour assurer les formations initiales, continues, professionnelles et d'insertion; et l'acquisition rapide d'un important matériel d'ordinateurs et d'appareils numériques afin d'engager la phase pilote des re-formes.

**Fait à Notsè,
le 1^{er} avril 2016
Le Conseil des ministres**



ESMC
ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHÉ COMMUN
Conseil en Organisation des Affaires Commerciales, Recherche & Développement de logiciels, Exploitation du Progiciel MCNP Commerce sur Internet
RCCM N° 15101020018594 - N°FISCAL 1455870 - N°CNC 42425

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la réalisation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'objectif 1 : « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et l'objectif 8 : « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un vrai travail décent pour tous », l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a mis en place l'outil progiciel MCNP pour l'exécution de ces ODD à l'horizon 2030.

Pour ce faire un appel à candidature est lancé par l'ESMC à toute personne physique pour le recrutement des « intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte » dont la mission consiste à :

- Exécuter les souscriptions aux Comptes Marchands et aux Bons de Consommation pour soi et pour tiers.
- Exécuter l'activation pour tous (ouverture de Comptes Marchands pour soi et pour tiers).

Conditions à remplir :

- Souscrire soi-même au Compte Marchand et à 10 Comptes pour tiers au montant de vingt-six mille huit cent soixante-quinze francs CFA (26.875 F CFA),
- Remplir le formulaire de l'offre d'emploi « d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte »,
- Maîtriser l'outil informatique,
- Parler couramment le français et une langue de la localité d'affectation,
- Bien maîtriser la localité d'affectation.

***NB : Disposer d'un ordinateur ou d'une tablette, d'une moto avec une visite technique, d'une assurance moto à jour et d'un permis de conduire est un atout majeur.**

L'inscription est ouverte sur le site www.esmcgacsource.com/inscription autonome offreur d'emploi d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte.

Pour d'amples informations et suivants : + (228) 93 66 62 75 / 96 00 11 85.

Coupe de l'indépendance Le tournoi lancé samedi au stade municipal de Lomé

La nouvelle version de la coupe de l'indépendance a été lancée samedi au stade municipal de Lomé. C'était au cours d'une cérémonie présidée par le ministre de la communication, de la culture et des sports, Guy Madjé Lorenzo.

De diverses fortunes ont été enregistrées à l'issue des rencontres du premier tour de ce tournoi initié par le comité exécutif de la Fédération Togolaise de Football dirigée par le Colonel Guy Akpovi. Le match d'ouverture a vu Gbohloessou des Lacs l'emporter devant Asfosa de Lomé 2 buts à 1. Hier aussi, plusieurs équipes se sont affrontées. Maranata de Fiofkpa a mordu la poussière face à Gomido de Kpalimé sur un score de 2-0. Okiti de Badou a laminé Kotoko de Lavié sur un score



Col. Guy Akpovi, Pdt FTF

de 5-1. 2-0, c'est le score enregistré à l'issue de la rencontre remportée par Koroki Mètè de Tchamba sur Abouessé d'Anié. L'Association Sportive des Chauffeurs

de Katra et Foadan de Dapaongse sont séparés sur un score nul et vierge. Il faut rappeler que sur les 29 équipes qui prennent part à cette compétition, 2 équipes notamment Tchaoudjo Athletic Club et Foukpa de Sotouboua ont été recalées suite à certains conflits. Leurs adversaires Agoua de Kousountou et Unisport de Sokodé passent logiquement. Sémassi de Sokodé, le champion en titre est exempté de ce premier tour.

James

CAN 2017

Les résultats complets de la 4e journée

Achevée mardi soir, la 4e journée des éliminatoires de la CAN 2017 a permis au Maroc de valider sa qualification pour la phase finale de la compétition. Algérie, Sénégal et Egypte s'approchent également du but. A l'inverse, la Guinée Equatoriale et surtout le Nigeria, champion d'Afrique en 2013, se retrouvent déjà hors-course. Retrouvez tous les résultats et classements à l'issue de la 4e levée.

Pour accéder au résumé d'un match, cliquez sur le lien souhaité.

Groupe A

Togo 0-0 Tunisie

Liberia 5-0 Djibouti

1. Liberia 9 pts, 2. Tunisie 7 pts, 3. Togo 7 pts, 4. Djibouti 0 pt

Djibouti est éliminé

Groupe B

Angola 0-2 RD Congo

Centrafrique 2-1 Madagascar

1. RDC 9 pts, 2. Centrafrique 7 pts, 3. Angola 4 pts, 4. Madagascar 2 pts

Groupe C

Guinée Equatoriale 0-1 Mali

Bénin 4-1 Soudan du Sud

1. Mali 10 pts, 2. Bénin 8 pts, 3. Soudan du Sud 3 pts, 4. Guinée Equatoriale 1 pt

La Guinée Equatoriale est éliminée

Groupe D

Botswana 2-1 Comores

Ouganda 0-0 Burkina Faso

1. Burkina Faso 7 pts, 2. Ouganda 7 pts, 3. Botswana 6 pts, 4. Comores 3 pts

Groupe E

Congo 1-1 Zambie

Kenya 0-1 Guinée Bissau

1. Guinée Bissau, 7 pts, 2. Congo 6 pts, 3. Zambie 6 pts, 4. Kenya 1 pt

Le Kenya est éliminé

Groupe F

Maroc 2-0 Cap Vert

Libye 4-0 Sao Tomé

1. Maroc 12 pts, 2. Cap Vert 6 pts, 3. Libye 3 pts, 4. Sao Tomé 3 pts

Le Maroc est qualifié

Groupe G

Egypte 1-0 Nigeria

Tanzanie-Tchad a été annulé à la suite du retrait du Tchad

1. Egypte 7 pts, 2. Nigeria 2 pts, 3. Tanzanie (- 1MJ) 1 pt

Le Nigeria est éliminé

Groupe H

Rwanda 5-0 Maurice

Mozambique 0-0 Ghana

1. Ghana 10 pts, 2. Rwanda 6 pts, 3. Maurice 6 pts, 4. Mozambique 1 pt

Le Mozambique est éliminé.

Groupe I

Soudan 1-1 Côte d'Ivoire

Sierra Leone 1-0 Gabon (comptabilisé comme amical)

1. Côte d'Ivoire 5 pts, 2. Soudan 4 pts, 3. Sierra Leone (- 1MJ) 1 pt

Groupe J

Lesotho 2-1 Seychelles

Ethiopie 3-3 Algérie

1. Algérie 10 pts, 2. Ethiopie 5 pts, 3. Seychelles 4 pts, 4. Lesotho 3 pts

Groupe K

Niger 1-2 Sénégal

Namibie 1-3 Burundi

1. Sénégal 12 pts, 2. Burundi 6 pts, 3. Niger 3 pts, 4. Namibie 3 pts

Groupe L

Malawi 1-2 Guinée

Zimbabwe 4-0 Swaziland

1. Zimbabwe 8 pts, 2. Swaziland 5 pts, 3. Guinée 5 pts, 4. Malawi 2 pts

Groupe M

Gambie 0-0 Mauritanie

Afrique du Sud 0-0 Cameroun

1. Cameroun 8 pts, 2. Mauritanie 7 pts, 3. Afrique du Sud 3 pts, Gambie 2 pts

Pour rappel, le premier de chaque groupe est qualifié pour la phase finale ainsi que les deux meilleurs deuxièmes tous groupes confondus. Après quatre journées, ces deux places reviennent virtuellement au Bénin (seul à 8 points) et la Tunisie (7 points et meilleure différence de buts).

FAITS DIVERS

*Morbihan : une tête de serpent retrouvée dans une boîte de haricots verts

C'est une découverte peu appétissante ! A Nostang, dans le Morbihan, un couple s'apprêtait à déguster son plat de rosbif accompagné de haricots verts quand il a aperçu une tête de serpent dans la boîte de conserve. Encore sous le choc, il a raconté son histoire à *Quest France*.

« Je commençais à manger, lundi soir, quand, dans mon assiette, au milieu des haricots, j'ai vu cette petite tête sombre d'orvet ou de petit serpent, raconte Dominique Le Franc. J'ai fait un bond ». La tête mesure environ 3 cm de long. « Ça m'a coupé l'appétit. Je ne suis pas prêt de remanger des haricots verts », poursuit cet habitant de Nostang.

Suite à cette découverte peu ragoûtante, *Quest France* a décidé de mener l'enquête et a donc contacté Kerlys, une conserverie de légumes du groupe Intermarché, basée à Locoal-Mendon, dans le Morbihan, qui a mis en boîte ces haricots verts très fins bretons de la marque Saint-Éloi. « Les haricots verts sont cueillis mécaniquement dans les champs où vit une grande diversité d'animaux, explique la direction de la communication d'Intermarché. Il existe sur les lignes de production plusieurs étapes de contrôles et de tris, visant à éliminer les corps étrangers avant le conditionnement : détecteurs de métaux, bains de lavage, détecteur optique... Grâce à ces contrôles, la présence de corps étrangers dans le produit fini arrive extrêmement rarement. Mais le risque zéro n'existe pas. Nous sommes en veille sur toutes les innovations technologiques de détection qui permettraient d'éliminer complètement ce risque ».

Toutefois, ce n'est pas la première fois qu'un corps étranger se retrouve dans une boîte de haricots verts de Kerlys, rappelle *Quest France*. En septembre 2011, en Seine-Maritime, des clients avaient découvert un mulot dans une conserve de la marque.

Source : *ladépêche*

*Un chien médaillé d'honneur de la police nationale

Ce berger belge malinois prénommé «Choc» a mené «plusieurs milliers de missions» aux côtés de policiers de la brigade canine de Marseille.



«Au nom du ministre de l'Intérieur, je te décerne la médaille d'honneur de la Police nationale» : l'oeil qui brille et la queue qui frétille, Choc, un chien qui fait des merveilles dans la recherche de drogue, a été distingué ce mardi dans la cité phocéenne. Il y a de bons fonctionnaires de police à Marseille, mais celui-là, il me semble que *he's the best* (c'est le meilleur, NDLR), a indiqué à des journalistes le directeur départemental de la police des Bouches-du-Rhône, Pierre-Marie Bourniquel.

«Plusieurs milliers de missions» Quelque 7,5 millions d'euros de drogue découverts, dont 850 kilos de cannabis et 22 kilos de cocaïne, 1,5 million d'euros en billets, une cinquantaine d'armes : ce berger belge malinois a mené «plusieurs milliers de missions» aux côtés de policiers de la brigade canine de Marseille, a souligné son maître, le brigadier-chef Éric Tisserand. Né en élevage, issu d'une lignée de chiens de race, Choc a débuté sa carrière par une formation de trois mois à la recherche de drogue, a-t-il expliqué. Agé de 8 ans, il aurait dû partir à la «retraite» cette année, mais, étant donné ses états de service et son odorat toujours affûté, il officiera encore un an.

Quelques instants plus tôt, Choc avait écouté, la langue pendante, retentir la Marseillaise. Aux côtés du préfet de police Laurent Nuñez et de gradés de la police, Pierre-Marie Bourniquel, qui doit prendre sa retraite mardi soir, avait ensuite prononcé la formule consacrée et passé au cou de l'animal une médaille d'argent pour «acte de courage et de dévouement». Choc s'était notamment distingué en fondant sur un Rottweiler qui tentait de mordre son maître, lors d'une opération dans un quartier sensible. La brigade canine de Marseille compte une vingtaine de chiens spécialisés notamment dans la recherche d'explosifs, de drogue ou encore de billets de banque. Un chien dressé à la détection de fumigènes vient de rejoindre la brigade en vue du contrôle des supporters lors de l'Euro 2016.

Source : *AFP*



DISTRIBUTION CONJOINTE TOGO TELECOM - TOGOCEL

Désormais, pour tous vos besoins en :

→ **Renouvellement de forfaits Internet**

ADSL

→ **Rechargement de crédit téléphonique**

→ **Transfert de crédit**

Rendez-vous auprès des Points de Vente TOGO TELECOM et des distributeurs de produits et services TOGOCEL sur toute l'étendue du territoire national.

Groupe TOGO TELECOM

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.